

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Decroissance-ou-developpement-durable>

Décroissance ou développement durable ?

- Empire et Résistance -

Date de mise en ligne : mercredi 14 janvier 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Deux camps s'opposent sur les réponses à apporter aux problèmes environnementaux et aux besoins de la population.

Par par Guillaume Duval

[*Alternatives Economiques*](#), n° 221 janvier 2004.

Les événements climatiques extrêmes se multiplient, les déchets s'amoncellent, les nappes phréatiques s'épuisent ou sont polluées, le pétrole va devenir rare et son contrôle fait l'objet de conflits de plus en plus violents, que ce soit en Irak ou en Tchétchénie. Dans le même temps, la capacité du système économique à répondre aux besoins sociaux est de plus en plus contestée. Les inégalités mondiales se creusent et si une partie de l'Asie est en train de sortir du sous-développement, c'est en adoptant un mode de vie dévoreur de ressources non renouvelables. Bref, et chacun (ou presque) en convient désormais : on va dans le mur et il faut changer de mode de développement. Et pas dans un siècle, dès les prochaines années. Mais comment faire ? Un débat de plus en plus vif oppose les partisans d'une « décroissance soutenable », organisant le recul de l'économie monétaire, aux tenants d'un « développement durable » permettant de concilier croissance et écologie.

Sur la gravité de la situation, il n'y a pas de désaccord majeur entre les tenants du développement durable et les partisans de la décroissance. Ernst Ulrich von Weizsäcker, Amory et Hunter Lovins, tenants du développement durable (voir encadré), reprennent à leur compte, dans leur rapport « Facteur 4 », les très sombres prévisions établies par les Meadows dans leur célèbre rapport de 1972 au Club de Rome sur « les limites de la croissance ». Ils envisagent notamment le risque d'un effondrement brutal des productions agricole et industrielle et de la population mondiale dans les prochaines décennies (voir graphique). Quant à Lester Brown, autre tenant du développement durable, il consacre, dans *Eco-économie*, des pages aux « signes de la tension » qui ne rassurent pas davantage sur l'avenir. Il n'y a pas non plus de divergence sur la nécessité d'une décroissance très rapide de la consommation de matières premières et d'énergie, en particulier, bien sûr, des énergies fossiles.

L'éco-efficience au secours de la croissance

En revanche, les avis s'opposent sur le moyen d'y parvenir. Les tenants de l'éco-économie mettent en évidence les nombreux moyens techniques déjà connus pour consommer beaucoup moins de matières premières et d'énergie tout en produisant autant de biens et de services (à travers le recyclage et une autre conception des produits). C'est le fameux « facteur 4 » d'Ernst Ulrich von Weizsäcker : on peut produire autant avec quatre fois moins d'énergie et de matières premières. D'autres, plus ambitieux encore, parlent de facteur 10.

Sans être des ennemis du marché, les tenants de l'éco-économie ne croient pas que les mécanismes marchands sont susceptibles de rétablir seuls les équilibres écologiques. Ils misent sur des politiques publiques très actives et sur une refonte des systèmes fiscaux en fonction de priorités écologiques. De plus, ils soulignent qu'il va falloir changer en un temps record l'essentiel de nos infrastructures : remodeler l'urbanisme, changer d'habitat, reconfigurer les moyens de production dans la plupart des industries, etc. Cet énorme effort d'investissement est générateur de croissance et, à la fois, nécessite de la croissance pour être mis en oeuvre : la croissance faible des vingt dernières années en Europe a plus freiné la transformation écologique des modes de production et de consommation qu'elle ne l'a accélérée.

Attention à l'effet rebond

Les tenants de la décroissance ne croient pas du tout à un tel scénario. Ils mettent en particulier en avant ce qu'on appelle l'effet rebond : à chaque fois qu'on a réussi à économiser telle ou telle matière première pour produire un bien ou un service, l'effet de ce gain d'éco-efficience [1] a été plus que compensé par un accroissement encore plus important des quantités produites. Exemple avec le développement des technologies de l'information et de la communication : elles devaient permettre de limiter la consommation de papier. Or, c'est l'inverse qui est constaté : du fait de ces technologies, jamais autant de choses n'ont été imprimées. Les tenants de cette analyse soulignent également l'impossibilité d'un recyclage intégral des matières premières : pour eux, le développement durable ne fait que retarder les échéances.

Le cœur de leur critique ne se fonde cependant pas sur ces difficultés bien réelles. Plus fondamentalement, ils reprennent le discours de ceux qui, avec Ivan Illich ou Jacques Ellul, critiquaient radicalement la société de consommation dans les années 60 et 70. « Ce n'est pas d'abord pour éviter les effets secondaires d'une chose qui serait bonne en soi qu'il nous faut renoncer à notre mode de vie - comme si nous avions à arbitrer entre le plaisir d'un mets exquis et les risques afférents. Non, c'est que le mets est intrinsèquement mauvais, et que nous serions bien plus heureux à nous détourner de lui. Vivre autrement pour vivre mieux », disait Ivan Illich [2].

Que l'argent ne fasse pas le bonheur et que le produit intérieur brut (PIB) par habitant mesure très mal le bien-être, cela fait aujourd'hui l'objet d'un large consensus parmi ceux qui critiquent la société actuelle. Y compris chez ceux qui sont favorables au développement durable, comme Ernst Ulrich von Weizsäcker, Amory et Hunter Lovins, qui consacrent tout un chapitre de leur livre à cette importante question [3]. Mais, entre relativiser le PIB comme seule mesure du bien-être et prôner sa diminution, il y a un pas qu'il vaut sans doute mieux ne pas franchir.

Des arguments qui ne sont pas tous bons

Les partisans de la décroissance assimilent la croissance de l'économie au seul développement des relations marchandes, agitant le spectre d'une marchandisation du monde. Si c'était le cas, ils auraient raison de vouloir faire reculer le PIB, mais ce n'est pas ce qui est observé : dans tous les pays développés, et cela malgré les discours et les efforts incessants des libéraux, la part de l'économie qui échappe à une logique purement marchande, via les prélèvements obligatoires, ne cesse d'augmenter. La croissance de l'économie monétaire n'est pas synonyme d'extension des rapports marchands : elle se traduit également par la mise en oeuvre de mécanismes de solidarité non marchands et par la mutualisation de nombreux services.

Les habitants des bidonvilles du Sud connaissent actuellement la marchandisation du monde : tout s'y achète et tout s'y vend (y compris souvent la justice et la police). Ce qui leur manque, et ce que la croissance peut et surtout doit leur apporter, ce sont des services non marchands comme des systèmes de santé, d'éducation, d'assainissement... Si on s'engageait sur la voie de la décroissance au Nord, il y a de fortes chances en revanche que ce soit cette partie mutualisée et non marchande de l'économie monétaire qui en fasse les frais la première. Les vingt dernières années de croissance faible en France et en Europe plaident plutôt en ce sens.

De plus, pour résoudre les problèmes environnementaux, il n'y a guère d'autre solution que d'accroître le coût de nombreuses consommations (l'air, l'eau, le pétrole, les minerais, etc.), dont les prix actuels ne reflètent pas les dégâts causés sur l'environnement. Pour mettre fin à cette sous-tarification, cause de nombreux gaspillages, il ne s'agit pas de marchander encore plus le monde, mais d'imposer des taxes supplémentaires qui reflètent les coûts supportés par la collectivité. Cette indispensable extension de la sphère de l'économie monétaire est elle aussi porteuse d'une croissance de son volume.

Les tenants de la décroissance dénoncent enfin les gaspillages qui caractérisent nos modes de vie par rapport à ce qui serait indispensable pour assurer nos besoins de base, se nourrir, se vêtir, se chauffer... Ils pointent notamment la mode des marques et les dépenses publicitaires qui la nourrissent. Mesurés à l'aune de nos stricts besoins physiques, le gaspillage ne fait aucun doute. Comme les profits qu'en tirent quelques multinationales.

Ceci dit, le capitalisme n'a pas inventé cette forte propension des hommes et des femmes à dépenser beaucoup de temps et d'argent pour des consommations « irrationnelles ». Les plus beaux monuments que nos ancêtres ont laissés sont le plus souvent des palais, des temples ou des cathédrales, alors même que la satisfaction de leurs besoins primaires était à l'époque bien moins évidente encore qu'aujourd'hui. Il n'empêche, ils réservaient à ces constructions de prestige la meilleure part des richesses qu'ils produisaient.

Les formes de consommation irrationnelles d'aujourd'hui ont perdu tout substrat religieux. Mais leur fonction psychologique de réassurance individuelle et d'affirmation de soi vis-à-vis des autres est-elle si différente d'hier ? En disant cela, il ne s'agit pas de minimiser l'impact négatif, notamment écologique, des achats compulsifs et des multiples produits jetés sans être véritablement usés. Ni de dédouaner les pouvoirs publics de leur responsabilité dans la lutte contre ces comportements, et surtout contre les offres qui les suscitent, avec notamment les effets que l'on connaît en termes de santé publique. Mais il faut souligner la difficulté d'infléchir ces habitudes dans un cadre qui respecte les libertés individuelles. De tels comportements ne tiennent en effet pas simplement à la capacité d'intoxication de la publicité.

La question centrale de la démocratie

Que peut-on faire dans un cadre démocratique ? Cette question est centrale dans le débat qui oppose les tenants du développement durable aux partisans de la décroissance. Un des risques que nous courons au XXI^e siècle, c'est qu'on nous refasse, au nom de l'urgence écologique, le coup qu'on nous a fait au XX^e siècle au nom de l'injustice sociale : une avant-garde autoproclamée s'arrogeant, au prétexte d'une prescience infaillible de l'avenir, la mission de faire le bonheur du peuple malgré lui et d'accoucher aux forceps d'un « homme nouveau ».

C'est notamment parce qu'ils ne croient pas possible de « vendre » démocratiquement aux habitants du Nord une baisse de leurs biens et de leurs services que les tenants du développement durable cherchent les moyens de dissocier croissance et consommation de matières premières. Ils considèrent que, pour limiter les inégalités mondiales dans un cadre pacifique et démocratique, on ne peut se contenter de prendre aux habitants du Nord pour donner à ceux du Sud.

Les tenants de la décroissance, quant à eux, sont généralement conscients de la difficulté de faire adopter démocratiquement leur projet politique. Ils refusent cependant l'idée d'imposer la décroissance par la force et ont confiance dans leur capacité à convaincre leurs concitoyens de la choisir volontairement. Le monde idéal qu'ils décrivent dans le quiz « Etes-vous développement durable ou décroissance soutenable ? », qui clôt l'ouvrage Objectif décroissance publié par la revue Silence, n'incite toutefois guère à l'optimisme quant à leurs chances de succès : monsieur ou madame « décroissance soutenable » n'a pas de téléviseur et ne regarde donc pas « certains soirs, les émissions intelligentes », il n'a pas non plus d'ordinateur personnel et de voiture, ne prend jamais l'avion et ne pratique pas le tourisme éthique, il n'achète pas de café, de thé ou de chocolat, même issus du commerce équitable et labellisés Max Havelaar, et ne veut pas entendre parler de taxe Tobin ; il ne place pas son argent dans des fonds éthiques... Dur, dur !

Quoi qu'il en soit, et quel que soit le parti finalement choisi entre développement durable et décroissance soutenable, le temps presse : il faudra trouver les moyens de transformer profondément les modes de production et de consommation dans les années qui viennent.

Notas :

[1] Eco-efficience : capacité à augmenter la production de biens tout en diminuant la consommation de matières premières et d'énergie.

[2] Cité par Serge Latouche dans « Pour une société de décroissance », Le Monde diplomatique, novembre 2003.

[3] Voir aussi, sur ces questions, « Le Bip 40, un baromètre des inégalités et de la pauvreté », Alternatives Economiques n° 202, avril 2002 et « Développement et progrès social : quels indicateurs choisir ? », Alternatives Economiques n° 211, février 2003. Ainsi que le rapport de Patrick Viveret, Reconsidérer la richesse, éd. de l'Aube, 2003.